Liberte Politique
/

L’essence chère, la planète et le politique

Article rédigé par *Pierre de Lauzun*, le *20 novembre 2018*

L’ampleur de la réaction contre les hausses de la fiscalité de l’essence montre la sensibilité de l’opinion sur ces sujets. Ne pas l’avoir prévu témoigne de l’éloignement de nos dirigeants. Dans mon coin à la campagne, en Ardèche, la vie sans voiture est devenue impossible. Pour faire la plupart des courses, pour travailler, pour voir quelqu’un, aucun moyen de s’en passer. Même en ville. Mais quand toute la vie est organisée comme cela, et que le prix des carburants augmente, le pouvoir d’achat en prend un bon coup. Le bobo parisien et ses rares congénères de province ne le voient pas.

D’où le loupé récent, et la manif des ’gilets jaunes’. Aggravé par le fait que la seule justification donnée était la lutte contre le réchauffement. Or l’argent récolté n’est pas spécialement affecté à cette lutte. Pire, la mesure ne rentre pas dans le cadre d’un plan global, qui logiquement ne se limiterait pas aux carburants automobiles. Le Français y a donc vu un mauvais coup fiscal, à ses dépens.

Pourtant derrière les péripéties cela pose une vraie question. En haut lieu, on n’est pas conscient du fait qu’en laissant prévaloir pendant un temps un certain prix pour des produits de base, les gens s’adaptent et organisent leur vie en fonction. Dès lors ils comptent là-dessus. Quand vous renversez la vapeur et remettez en cause cet équilibre, ils vous perçoivent comme un agresseur. Certes, si nous en croyons les experts, il y a un vrai risque pour le climat. Lutter contre le réchauffement implique la remise en cause de notre mode de vie. Dans certains cas comme les voyages au loin, on peut s’adapter. Dans d’autres cas, comme ici, c’est un élément clef de l’équilibre de vie. Mais alors quand un gouvernant y touche, il lui faut être conscient des enjeux, et agir en conséquence. D’abord bien sûr en expliquant ce qu’il fait ; mais surtout en donnant l’ampleur voulue à son action : on agit sur toutes les causes de réchauffement, on affecte le produit des taxes à cette cause etc.

Mais cela ne suffit pas. Revenons à nos ruraux : même en expliquant ce que vous faites, vous ne pouvez pas ignorer que vous remettez en cause un élément indispensable actuellement pour vivre à la campagne. Au risque à terme de la rendre impossible. Car si vous allez au bout de la logique, en écoutant les experts et les écologistes, et que vous augmentez les taxes jusqu’à obtenir une réduction massive de la consommation de carburants, c’est ce que vous obtiendrez. D’où ce résultat étonnant : les mêmes qui prônent la reterritorialisation, les échanges locaux, la solidarité des pays etc., remettent en fait radicalement en cause la ruralité réelle…

Il faut donc s’y prendre autrement. Bien sûr on peut vouloir disposer un jour de véhicules non polluants qui régleraient la question. Mais d’ici là il faut vivre. Comment faire alors, sinon en s’attelant à une redéfinition en profondeur de l’équilibre de nos modes de vie ? Or pendant tout un temps, si vous voulez une ruralité, il vous faudra des voitures, pour la plupart à essence. Vous devrez donc vous organiser pour que cela reste accessible aux intéressés, tout en faisant pression sur la consommation globale. Et donc probablement leur donner un accès privilégié aux carburants par rapport aux urbains. Le tout inscrit dans une idée d’ensemble de l’équilibre de vie en milieu rural. Même remarque pour les grandes banlieues.

C’est cela la politique au sens noble du terme : une prise en charge dans la réflexion de toutes les données d’une question. Et non le parachutage successif et sans concertation de mesures ambiguës et déstabilisantes.